

Manifestations du 17 novembre : Communiqué de Jean-Bernard Sempastous, député

Manifestations du 17 novembre :

Pour le député Jean-Bernard Sempastous « il devient urgent de sortir de notre dépendance aux énergies fossiles : pour la planète, pour la santé des Français et pour leur porte-monnaie »

Samedi 17 novembre, de nombreux français se sont mobilisés pour exprimer leur colère. D'abord citoyens, ces mouvements ont regrettamment ensuite donné lieu à une instrumentalisation politique.

Il n'est plus acceptable que les Français subissent tous les 5 – 10 ans des hausses de prix des carburants. Le prix du litre de gasoil est passé en moyenne de 1,32€ à 1,52€ depuis juin 2017. Mais il faut savoir qu'en réalité 75% de cette hausse est imputable à la hausse du prix du pétrole.

C'est pourquoi, la France doit poursuivre sa politique de transition énergétique et être de plus en plus indépendante des énergies fossiles car tout indique que les prix du pétrole resteront élevés dans les mois et les années qui viennent.

A l'heure où l'on s'alarme régulièrement des effets irréversibles du réchauffement climatique et de la pollution de l'air, il faut aussi rappeler que le secteur des transports émet 29% des émissions de gaz à effet de serre, et que chaque année 48 000 décès sont causés par les particules fines en France.

Les français se retrouvent finalement dans une situation de dépendance à une énergie à la fois chère, étrangère et polluante. Il devient urgent de sortir de notre dépendance aux énergies fossiles : pour la planète, pour la santé des Français et pour leur porte-monnaie dans la durée !

En taxant le pétrole, le carbone et donc la pollution, notre objectif est d'impulser un changement des comportements des français. C'est un des moyens de lutter contre le réchauffement climatique et nous ne renoncerons pas à être à la hauteur de cet enjeu considérable. Car on ne peut pas faire la COP21 et ne pas agir pour respecter nos engagements !

Il est cependant primordial d'accompagner les français dans cette transition, de façon juste et solidaire, sans peser sur les plus faibles. Comme le disait le Président de la République, « on ne peut pas laisser des gens, alors que l'hiver

commence, dans une situation où leur pouvoir d'achat ne leur permet pas de se chauffer dignement. »

C'est pourquoi le Gouvernement a annoncé un plan de 500 millions d'euros pour aider les Français, et notamment les ménages précaires, à s'adapter tant dans leur mode de chauffage que de déplacement.

- Le chèque énergie va être augmenté de 50€ pour 3,6 millions de ménages bénéficiaires (pour passer en moyenne de 150€ à 200€) et étendu à 2 millions de nouveaux bénéficiaires ;
- Pour atteindre l'objectif de supprimer toutes les chaudières individuelles au fioul d'ici 10 ans en France, un nouveau dispositif d'aide au remplacement des chaudières fioul sera annoncé dans le cadre de la PPE.
- La prime à la conversion automobile sera doublée pour 20% des Français les plus modestes et les actifs non imposables obligés à de longs déplacements (salariés parcourant chaque jour 60 kilomètres pour aller travailler, indépendants) : 4 000€ pour l'achat d'un véhicule thermique ou 5 000€ pour un véhicule électrique ou hybride. Il faut rappeler qu'une voiture moins polluante, c'est une voiture qui consomme moins, et donc qui coûte moins !
- Le barème kilométrique sera amélioré au bénéfice des ménages qui se déplacent beaucoup, en ciblant les véhicules de faible puissance (3 ou 4 chevaux), pour ne pas envoyer un signal contraire à la transition énergétique.

« J'entends la colère de nos concitoyens, mais je regrette que ce mouvement ait fait l'objet d'une récupération politique et s'en retrouve biaisé. Car il est quelque part paradoxal de voir que ces contestations émergent alors que le Gouvernement agit en parallèle sur le pouvoir d'achat : de nombreux français viennent de voir leurs salaires augmenter sur leurs fiches de paie et 80% des ménages qui payent la taxe d'habitation l'ont vue baisser de 30%. Sans parler de l'augmentation de la prime d'activité, du minimum vieillesse et de l'allocation adultes handicapés.

Alors oui, nous assumons de taxer la pollution et le carbone pour lutter toujours plus contre le réchauffement climatique, plutôt que de taxer le travail ! Car notre politique est aussi celle de baisser les impôts et nous le faisons : 6 milliards d'euros d'impôts seront rendus aux français l'an prochain.

Et pourtant, ni les écologistes (sur la taxation du carbone), ni les autres mouvements ne nous soutiennent sur les mesures de pouvoir d'achat. C'est bien dommage ! »